

Réponse récapitulative sur les moyens de promouvoir la parité au sein d'un parti politique

Question : *Je voudrais proposer à mon parti (PINU-Social Demócrata) une politique de parité entre hommes et femmes. J'aimerais me renseigner sur les expériences faites dans ce domaine et avoir l'avis d'experts. Ana Ortega, Honduras.*

La réponse suivante récapitule les réponses données par nos experts et les résultats de la recherche effectuée par l'équipe d'iKNOW Politics.

Politique de parité

Il ne suffit pas, pour avoir une politique de parité, que le parti mentionne le sujet dans des textes officiels ou augmente la proportion des femmes parmi ses membres actifs ou ses dirigeants. Comme indiqué dans le « Plan stratégique pour l'application des politiques de parité » du Parti démocratique Somos Perú, une telle politique implique de *garder en mémoire la condition particulière des hommes et des femmes dans les différents domaines — social, politique, économique et culturel — pour s'attacher à éliminer toutes les formes de discrimination et d'exclusion. Elle oblige tout le parti à travailler sur l'égalité et à en faire un but de toutes ses activités*, pour reprendre les termes du Parti socialiste espagnol, le PSOE (PSOE, 2002, p.1).

Autrement dit, il faut établir un plan, composé pendant une période donnée de stratégies diverses, complémentaires et connexes, qui se traduisent par des actes spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et échelonnés dans le temps.

Définition d'une politique

1. Evaluation préalable

La première chose à faire pour définir une politique de parité est d'enquêter sur l'état de la parité dans le parti politique. On peut le faire en étudiant les textes en vigueur et les dispositions régissant le fonctionnement du parti, ses politiques et ses engagements et en examinant la condition des femmes dans le parti. Il est important d'analyser la composition de l'équipe dirigeante du parti.

Cette évaluation, qui devrait être aussi participative que possible, peut s'intéresser plus particulièrement à certains domaines, comme le suggèrent María Emma Wills (Colombie) et Beatriz Llanos (voir l'encadré).

Il existe une abondante littérature sur l'analyse de la représentation paritaire des hommes et des femmes et il ne sera sans doute pas difficile de

Questions en vue d'une évaluation de la parité

Chère Ana,

Je vous félicite de vouloir élaborer une politique de la parité pour votre parti. Pour définir une telle politique, cependant, il est capital de faire d'abord une brève évaluation de l'ouverture de votre parti aux femmes. Lorsque vous connaîtrez la situation de départ, vous aurez une idée claire du type de mesures à prendre dans votre parti et des stratégies à employer pour les faire adopter et appliquer.

Le schéma mis au point par la chercheuse colombienne María Emma Wills me semble très utile à cet égard. Elle a mesuré le degré « d'inclination ou d'indifférence » des partis colombiens à l'intégration des femmes. Pour déterminer si un parti y est favorable (prêt à s'engager, réceptif ou enclin à encourager l'intégration), elle suggère d'observer ou d'analyser cinq aspects de l'activité du parti :

- Positions doctrinales : votre parti a-t-il introduit dans ses statuts ou dans les plans du gouvernement des dispositions qui reconnaissent expressément la nécessité d'adopter des mesures en faveur de la parité ?
- Structures internes : votre parti a-t-il des quotas pour garantir la présence de femmes parmi ses dirigeants, une section féminine ou une section « parité » ?
- Politiques du parti : y a-t-il des initiatives visant à recruter des femmes, des activités de formation qui ciblent les femmes ou des fonds alloués pour promouvoir leur participation ?
- Pratiques électorales : a-t-on adopté des quotas pour l'inscription de femmes sur les listes de candidats ? Sont-ils appliqués ? Quel est le pourcentage des femmes parmi les candidats présentés par votre parti aux élections ?
- Politiques publiques : les élus et les dirigeants de votre parti qui sont au pouvoir sont-ils déterminés à promouvoir la parité et à intégrer cette dimension aux actions gouvernementales qu'ils soutiennent ou mettent en œuvre ?

Je pense que ces questions, appliquées à votre parti, vous donneront déjà une idée de sa volonté actuelle de promouvoir la parité.

S'agissant des mesures que vous pourriez proposer, je vous signale qu'International IDEA publiera en mai un manuel *From word to deed: Good practices for women's participation in Latin American political parties*, qui porte sur un total de 95 partis de 18 pays d'Amérique latine et qui cite aussi des études de la participation des femmes à la vie politique dans ces pays, notamment au Honduras (vous pourrez lire aussi l'analyse de María Emma Wills, mentionnée plus haut, sur la faveur ou l'hostilité des partis).

Les activités des partis ont été regroupées en 11 « domaines institutionnels » :

- Statuts et déclarations de principes
- Organisation interne
- Recrutement
- Elections et promotion aux postes de direction
- Formation
- Réformes des systèmes électoraux
- Financement
- Plans gouvernementaux
- Consensus entre les partis
- Relations avec la société civile
- Médias

Extrait de la réponse donnée par Beatriz Llanos, 2008, en qualité d'expert.
Pour le texte intégral, voir : <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5555>

trouver, à l'intérieur ou l'extérieur de votre parti, des personnes qui connaissent le sujet et puissent vous donner des conseils simples qui vous aident à faire une rapide évaluation. Des aspects apparemment insignifiants tels que l'heure à laquelle ont lieu les réunions du parti peuvent énormément contribuer à favoriser ou à décourager la participation des femmes.

2. Parvenir à une masse critique pour faire bouger les choses

L'évaluation faite, il est crucial de parvenir à une *masse critique* pour que le changement souhaité ait lieu. De toute évidence, ce sont principalement les femmes déjà membres du parti qu'il faut recruter mais cela ne suffit pas.

Jorge Valladares (*Expert Opinion*, 2008) nous rappelle qu'*un parti est une organisation dont la direction est centralisée, où les dirigeants s'efforcent de calmer les rivalités internes et dont la nature même est de permettre à ses membres de se mesurer à des concurrents aux élections pour occuper des postes de pouvoir*. Il est donc indispensable *d'impliquer ceux qui composent l'élite (à tous les niveaux), parce qu'autrement ils pourraient être indifférents*. Il est vrai que *l'élite est généralement composée d'hommes mais raison de plus : une erreur commune consiste à exclure les hommes des projets tendant à promouvoir les femmes*.

Les partis sociaux-démocrates scandinaves ont été les premiers à créer des sections féminines et à faire des propositions dans le sens de la parité (1912 en Norvège et 1920 en Suède). Il serait utile d'établir des relations avec d'autres partis d'Amérique latine et du monde pour échanger des informations et apprendre de quelles façons ils ont promu la parité. Pour trouver des interlocuteurs possibles dans la région, il est conseillé de consulter le manuel *From word to deed: Good practices for women's participation in Latin American political parties*.

Si la parité entre hommes et femmes est une valeur en soi, il est important, pour que l'argument ait plus de poids dans le parti, de faire valoir des considérations stratégiques : que gagnera le parti à l'appliquer et à la favoriser ? Il faut en conséquence analyser à la fois la situation sociopolitique au Honduras et le système politique lui-même. Pour ce qui est de la première, l'analyse doit mettre en évidence

les préoccupations de parité qui se font jour dans la société hondurienne, de même que la mobilisation des femmes qu'entraînerait l'inscription de cette question à l'ordre du jour du parti et l'importance de ce potentiel encore inexploité. Pour ce qui est du système politique, une étude récente (Martínez – voir sous Auteurs divers – 2008, p.24) note dans sa conclusion : *Au Honduras, des progrès ont été réalisés dans la loi électorale en général et la participation des femmes en particulier. Mais ces progrès sont insuffisants si la loi n'est pas appliquée ou s'il n'y a pas de force capable d'en exiger l'application.* Il y a là une chance à saisir pour un parti qui prend au sérieux la parité entre hommes et femmes : il peut être le fer de lance d'un changement historique du système politique hondurien.

Les partis de la Concertación au Chili et l'Alternativa por una República de Iguales (ARI) en Argentine illustrent bien l'effet stratégique d'une plus grande équité entre les sexes. Dans le cas des premiers, ce n'est pas un hasard si des femmes (Michelle Bachelet et Soledad Alvear) ont conduit la rénovation de leurs partis et leur ont donné une impulsion nouvelle qui leur ont fait gagner les élections alors qu'ils étaient déjà au pouvoir depuis plusieurs mandats. Comme l'ont relevé divers analystes, l'un des facteurs qui ont le plus contribué à la victoire de Michelle Bachelet a été l'inscription à son programme d'éléments clés touchant à la parité (Gerber, 2008). L'ARI, quant à elle, a enregistré des progrès notables aux élections, non seulement parce qu'Elisa Carrió s'est portée candidate à la présidence (2003), mais aussi parce que la parité s'est améliorée au sein du parti au point qu'environ 60 % des cadres du parti sont aujourd'hui des femmes. Cette bonne pratique, parmi d'autres, donne à l'ARI une place à part dans l'étude que le manuel susmentionné (Marx et Borner, voir Auteurs divers, 2008, p. 18) consacre à l'Argentine.

Marche à suivre

Les sections suivantes détaillent les mesures qui doivent être prises pour progresser vers la parité.

1. Un groupe de travail

La première initiative à prendre est de former un groupe de travail pour faire connaître la politique et dresser un plan général. Il ne s'agit pas nécessairement de créer une « commission des affaires féminines » ou une « commission de la parité »,

ce qui pourrait apporter de l'eau au moulin de ceux qui ne veulent voir là qu'une question « féminine » ou risquerait d'éveiller les soupçons d'autres membres du parti. Il s'agit bien plutôt d'encourager un franc débat sur le sujet en y associant des personnes qui, sans être très actives dans le parti, pourraient faire avancer la réflexion et l'analyse de la représentation des hommes et des femmes. Nous ne voulons pas proposer de « recette » mais il est important que des cadres du parti, actifs à divers niveaux, ainsi que de jeunes membres du parti participent à ce débat.

Comme signalé plus haut, le groupe de travail devrait commencer par analyser la teneur des textes principaux du parti (son idéologie, son programme, ses statuts) et ses pratiques dans la perspective du genre, en dégagant non seulement les domaines dans lesquels se joue la bataille pour l'équité mais aussi ceux où des options nouvelles se font jour et où des forces naissantes pourraient provoquer un basculement.

Tout en procédant à cette analyse, le groupe devra consolider sa propre vision du genre et de l'équité dans le cadre des principes du parti. Parmi les mesures inscrites par le Parti socialiste espagnol, le PSOE, à son *plan pour l'égalité* figure le *développement d'arguments en faveur de l'équité qui puissent être diffusés et faire l'objet d'un débat interne* (PSOE, 2002, p. 3). Des membres actifs et des cadres du parti issus d'horizons divers devraient être associés à cette entreprise.

2. Formation

Il faut aussi encourager une intensive formation interne aux questions d'équité entre les sexes. Dans son *avis d'expert*, Diana Ávila souligne que le parti devrait dispenser cette formation à tous les niveaux et dans tous les secteurs et que les manuels devraient être élaborés sous le contrôle et selon les instructions d'experts en matière de genre, comme l'indique l'analyse des Objectifs 2 et 3 du Plan du PSOE pour l'égalité.

Dans bien des cas, les partis ont adopté des résolutions sur l'équité entre hommes et femmes et la parité lors de leurs congrès et dans leurs organes directeurs. Cependant ces résolutions, comme les lois électorales qui existent dans presque

tous les pays de la région, n'ont pas grand effet si la vision et les pratiques des dirigeants et des citoyens n'évoluent pas parallèlement. Il est donc crucial de s'employer constamment à encourager le débat et la formation. A cet égard, il peut être très utile d'apprendre comment d'autres partis ont réussi en particulier à faire appliquer des politiques et des lois. Parmi les expériences les plus remarquables d'Amérique latine, mentionnons l'aventure de l'*Institut Hannah Arendt pour la formation culturelle et politique*, soutenu par l'ARI en Argentine (pour de plus amples informations, voir : www.institutoarendt.com.ar).

Un plan de formation à l'équité entre les sexes doit comporter des actions reliées entre elles ciblant l'ensemble du parti; il peut être utile, comme le propose le PSOE (PSOE, 2002, p. 5), d'avoir, outre un module « égalité » qui soit utilisé par tout le parti, des initiatives destinées à développer les compétences des femmes afin qu'elles puissent gravir tous les échelons du parti, y mener une action efficace et y assumer des responsabilités.

3. Institutionnaliser le changement

Lorsque les arguments jouissent d'une large audience, il est temps de commencer à institutionnaliser les politiques d'équité au sein du parti. Il s'agit d'apporter des changements concrets à des aspects de la vie du parti dans lesquels les obstacles à la parité sont connus. Il est important de fixer des objectifs concrets et de prendre l'engagement de les atteindre, par des mesures d'action positive pour les femmes, par exemple.

Faut-il avoir des secrétariats spécifiques sur le sujet ? Cette question a été très discutée. Certes, on est assuré, avec un secrétariat, que la question reçoit l'attention voulue mais il faut aussi éviter de donner l'impression que la création d'une commission ad hoc suffit à régler le problème. Il est important ici de s'inspirer de divers modèles. Le PSOE, par exemple, a un *Secrétariat pour l'égalité* (sans autre qualificatif) dont l'objectif premier est de *renforcer la démocratie au sein du parti, de garantir un équilibre entre hommes et femmes aux postes de responsabilité, d'obtenir une plus grande participation des femmes et d'augmenter le nombre des adhérentes*. D'autres partis ont des organes qui portent des titres plus traditionnels

(Secrétariat aux affaires féminines), mais ont revu leur programme. C'est le cas d'un parti historique, le Parti socialiste argentin (fondé en 1896), qui a opté clairement en faveur de la parité (voir à ce sujet : Marx et Borner, sous Auteurs divers, 2008, pp. 35 et suivantes). Au Pérou, le Parti démocratique *Somos Perú* a fait une proposition allant dans le même sens.

Il est bon d'institutionnaliser la proposition lors de la réunion de l'organe directeur du parti (Congrès ou Conférence) où sont réexaminés et modifiés les textes le plus importants du parti et où sont prises des décisions qui marquent pour la société des changements visibles (entités paritaires, par exemple).

Conclusion

Un parti s'inscrit dans une société, qui est sa raison d'être, et son évolution est réelle si elle a une incidence sur la société. Un plan pour l'équité entre les sexes devrait donc se traduire par des actions publiques. L'une d'elles pourrait être une campagne intensive de recrutement qui s'adresserait aux femmes, présenterait le parti comme une organisation profondément attachée aux questions d'équité entre hommes et femmes et prête à le prouver non seulement par son programme mais aussi par la composition de son équipe dirigeante. Une autre pourrait être une campagne politique nationale centrée sur certaines des questions qui intéressent le plus les femmes au Honduras. Une telle campagne fait le lien entre des changements internes au parti et des changements qui sont nécessaires dans le pays et leur donne une plus grande légitimité.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Dans son avis d'expert communiqué à iKNOW Politics, Virginia Vargas indique les sources suivantes :

Güezmes, Ana. *La deuda de los partidos políticos: construir una agenda política a favor de las mujeres*. Río Abierto. In:

<E:\Documents and Settings\USUARIO\Configuración local\Archivos temporales de Internet\Content.IE5\9HJGDJQG\guezmes PP agenda mujeres.htm>

Lipszyc, Cecilia. *El movimiento social de mujeres y su intento de transformar las relaciones de poder*. In:

<E:\Documents and Settings\USUARIO\Configuración local\Archivos temporales de Internet\Content.IE5\9HJGDJQG\cecilia lypzic.htm>

Miloslavich, Diana (coordinatrice). *Elecciones 2006 en el Perú. La agenda de género y los planes de gobierno*. Lima: CMP Flora Tristán, 2006.

Neyra Samalvides, Rosa. *Mujeres Humanistas*. In: <http://www.mhp.org.pe/mujereshumanistas.php>

Salguero Carrillo, Elizabeth. *Los derechos de las mujeres en la nueva constitución política del estado*. In: www.unifemandina.org/un_archives/mm9%20las%20ideas%20es.pdf -

Auteurs divers. *Del Dicho al hecho: Manual de buenas prácticas para la participación de mujeres en los partidos políticos latinoamericanos. Documentos nacionales y fichas de buenas prácticas*, CD. Jutta Marx et Jutta Borner (Argentine); Gloria Ardaya (Bolivie); Luis Felipe Miguel (Brésil); María Emma Willis et Diana Cardoso (Colombie); Marcela Jager (Costa Rica); Marcela Ríos, Maggi Cook et Daniela Hormazábal (Chili); María Fernanda Cañete (Equateur); Yolanda Guirola (El Salvador); Claudia López (Guatemala); María Antonieta Martínez (Honduras); Daniela Cerva (Mexique); Eva Samqui Chan (Nicaragua); Mariela Arce (Panama); Milena Pereira et Maridí Gonzales (Paraguay); Beatriz Llanos (Pérou), Magaly Pineda (République dominicaine); Niki Johnson (Uruguay); et Madalena Valdivieso (Venezuela). Lima : International IDEA, 2008.

Ávila, Diana. *Expert opinion on how to promote gender equity within a political party*. 2008. In: <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5555>

Ballington, Julie et Azza Karma. *Women in Parliament: Beyond the Numbers (revised edition)*. International IDEA, 2005. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/en/node/3920>

Barreiro, Line. *Paridad y evaluación de las cuotas de participación política de las mujeres*. Ecuador, 2007. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/4614>

Barreiro, Line, Clyde Soto et Lilian Soto. *Sistemas electorales y representación femenina en América Latina*. Chili : CEPAL, 2004. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/4672>

Bou, Marc. *La participación de las mujeres en la política*. Espagne: IIG, 2003. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/4237>

Bustelo, María et Emanuela Lombardo. *Mainstreaming de género y análisis de los diferentes marcos interpretativos de las políticas de Igualdad en Europa*. Espagne, 2004. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/4290>

Buvinic, Mayra et Vivian Roza. *La mujer, la política y el futuro democrático de América Latina*. Etats-Unis : IDB, 2004. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/3779>

Comité exécutif national (CEN) du Parti démocratique Somos Perú. *Plan Estratégico para la implementación de políticas de igualdad de género en el Partido Democrático Somos Perú*. Lima, 2008. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/5536>

Comité exécutif national (CEN) du Parti démocratique Somos Perú. *Reglamento Electoral del Partido Democrático Somos Perú*. Lima, 2008. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/5537>

Del Águila, Alicia. *Mujeres en los partidos políticos del Perú. Situación y mecanismos para su promoción*. Lima : Asociación Civil Transparencia, 2004. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/5445>

Escudero, Ana Lucia. *Mujeres, Partidos Políticos y Reforma Electoral*. Suède: International IDEA et Transparencia, 2004. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/474>

García Abel, Paloma et Fernando Sánchez. *La concepción del poder desde las mujeres*. Suède: International IDEA et l'Institut Hannah Arendt, 2005. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/688>

García Prince Evangelina. *La participación de las mujeres en las estructuras de poder de toma de decisiones*. OEA, 1998. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/4117>

Gerber, Bet. *La Elegida*. Paru initialement dans *Página 12*, Buenos Aires, 2008. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fesgenero.org/default.asp?paginaId=150&moduloAcao=mostraNoticia¬iciaId=9>

iKNOW Politics. *Respuesta consolidada sobre la creación de secciones femeninas en los partidos políticos*, 2008. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/fr/node/4446>

Larserud, Stina et Rita Taphorn. *Diseño para lograr la igualdad*. Lima : International IDEA, 2007. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/3806>

Llanos, Beatriz. *Expert opinion on how to promote gender equity within a political party*. 2008. In: <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5555>

Llanos, Beatriz et Kristen Sample. *30 años de democracia: ¿En la cresta de la ola? Participación política de la mujer en América Latina*. Lima : International IDEA, 2008. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/5262>.

Llanos, Beatriz et Kristen Sample. *Del Dicho al hecho: Manual de buenas prácticas para la participación de mujeres en los partidos políticos latinoamericanos*. Lima : International IDEA, 2008. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/5795>

Partido Socialista Español (PSOE). *Plan de Igualdad*. Espagne : PSOE, 2002. In: <http://www.psoe.es/ambito/igualdad/docs/index.do?action=View&id=41570>

Valladares, Jorge. *Expert opinion on how to promote gender equity within a political party*. 2008. In: <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5555>

Wehner, Joachim et Winnie Byanyima. *El parlamento, el presupuesto y el género*. Etats-Unis, 2004. Voir : <http://www.iknowpolitics.org/es/node/740>